

Le 18 novembre 2014

L'honorable Joe Oliver, C.P., député  
Ministre des Finances  
Chambre des communes  
Ottawa, ON, K1A 0A6

## **Lettre ouverte : le projet de loi budgétaire limite l'accès des demandeurs d'asile à l'aide sociale**

Monsieur le Ministre,

Comme organisations engagées en faveur de l'accès égal aux mesures de sécurité pour toutes les personnes se trouvant au Canada, nous sommes profondément préoccupés par l'inclusion, dans le projet de loi budgétaire que vous venez de déposer, des articles 172 et 173 qui modifient la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces*. Ces articles reprennent essentiellement le projet de loi d'initiative parlementaire C-585, déposé plus tôt cette année.

Un grand nombre de nos organisations sont des organismes de santé et de services sociaux, ou encore des intervenants juridiques et communautaires qui travaillent directement auprès des demandeurs d'asile et d'autres personnes dont le statut d'immigration est précaire. Les dispositions résultant de la modification de la Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces pourraient permettre à ces dernières de restreindre l'accès à l'aide sociale aux demandeurs d'asile et aux personnes en attente d'un statut permanent.

Pour recevoir l'aide sociale dans n'importe quelle province, une personne doit d'abord démontrer qu'elle est admissible et qu'elle éprouve un grand besoin. Le fait de priver une telle personne de l'aide sociale, en raison de son statut d'immigration, c'est priver les plus vulnérables de notre société de la bouée de sauvetage dont leur vie dépend.

La Cour fédérale a récemment qualifié de « cruel et inusité » le refus de votre gouvernement de donner accès aux soins de santé aux demandeurs d'asile. C'est inquiétant de voir une autre initiative au Parlement qui semble utiliser la législation pour menacer le bien-être des migrants qui tentent de naviguer dans le système canadien d'immigration.

Fuir la persécution contribue de façon importante au stress et place un lourd fardeau sur les familles qui demandent le statut de réfugié au Canada. Certaines de ces familles souffrent de trouble de stress post-traumatique, ce qui rend difficile la recherche et le maintien d'un emploi sans soins de santé appropriés. Les permis de travail mettent du temps pour être approuvés et délivrés, ce qui laisse souvent les personnes sans revenu durant des mois. Dans l'intervalle, l'accès à l'aide sociale est essentiel pour subvenir aux besoins d'une personne et pour rebâtir une vie. Sans ce soutien, ils seront nombreux à ne pouvoir nourrir leur famille, se loger et s'habiller, mettant ainsi davantage de pression sur les organisations caritatives et les refuges qui sont déjà débordés. Nous savons que la pauvreté entraîne des risques pour la santé, y compris des taux très

élevés de diabète, de maladies cardiaques, de cancer et de dépression. Nous savons également que le fait de refuser les prestations sociales, notamment aux réfugiés, contrevient à l'esprit et à la lettre de nombreuses obligations internationales en matière de droits humains, qui lient le Canada, notamment le *Pacte international relatif aux droits civils et politiques*, le *Pacte international relatif aux droits sociaux, économiques et culturels*, la *Convention relative aux droits de l'enfant* et la *Convention relative au statut des réfugiés*. Il est inacceptable que notre gouvernement mette en place des politiques qui aggravent la santé des personnes et violent leurs droits fondamentaux.

Nous sommes aussi inquiets qu'un changement législatif aussi important soit inclus dans un projet de loi budgétaire omnibus, après avoir été présenté sous la forme d'un projet de loi émanant d'un député. Il s'agit de procédures inadaptées à la question cruciale de l'accès aux prestations sociales de base. Cela vaut d'autant plus que les dispositions auront d'importantes conséquences néfastes pour la santé, la sécurité de revenu, la stabilité et l'établissement de personnes très vulnérables qui sont venues au Canada afin de se mettre à l'abri de la guerre et des persécutions.

Nos organisations vous demandent de retirer les articles 172 et 173 du projet de loi C-43. Nous rendrons publique cette lettre et nous continuerons à soulever cette question auprès de vous-même, de vos collègues parlementaires, et du grand public.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre considération respectueuse,

Access Alliance Community Health Centre

Access Empowerment Council

Action Plus Brome Missisquoi

Action Réfugiés Montréal

Amnesty International Canada (English Speaking)

Anglican Diocese of Niagara

ARCH Disability Law Centre

Arts and Science Students' Union

Association of Ontario Health Centres, Adrianna Tetley, Chief Executive Officer

Association of Ontario Midwives

Association pour la défense des droits sociaux Québec métropolitain (ADDS QM)

Bathurst Street United Church, Toronto

BC Public Interest Advocacy Centre

Bridges Community Health Centre

Campaign 2000: end child and family poverty in Canada

Campaign for Adequate Welfare and Disability Benefits

Canada Without Poverty  
Canadian Association of Community Health Centres  
Canadian Association of Muslim Women in Law  
Canadian Association of Refugee Lawyers  
Canadian Association of Social Workers (CASW)  
Canadian Council for Refugees, Loly Rico, President  
Canadian Council for Social Development (CCSD)  
Canadian Doctors for Refugee Care  
Canadian Federation of University Women  
Canadian Friends Service Committee (Quakers)  
Canadian Health Coalition  
Canadian Professional Association for Transgender Health (CPATH)  
Canadian Romani Alliance  
Carrefour d'aide aux nouveaux arrivants (CANA)  
Central Toronto Community Health Centres  
Centre d'Action socio-communautaire de Montréal (CASCAM)  
Centre de recherche d'emploi de l'est  
Centre des femmes d'ici et d'ailleurs  
Centre for Spanish Speaking Peoples  
Centre francophone de Toronto  
Centre justice et foi  
Champlain Community Health Centre Executive Directors' Network  
Church of the Holy Trinity, Trinity Square, Toronto  
Citizens for Public Justice  
Coalition des organismes communautaires québécois de lutte contre le sida (COCQ-SIDA)  
Coalition of Community Health and Resource Centres of Ottawa  
Colour of Poverty / Colour of Change Network  
Comité d'aide aux réfugiés  
Comité des Personnes Assistées Sociales de Pointe-Saint-Charles Montréal  
Committee for Accessible AIDS Treatment  
Common Frontiers  
Community Advocacy & Legal Centre

Community Legal Assistance Sarnia

Confédération des organismes de personnes handicapées du Québec (COPHAN), Richard Lavigne, directeur général

Council of Agencies Serving South Asians (CASSA)

Council of Canadians

Ernestine's Women's Shelter

FCJ Refugee Centre

Fédération des maisons d'hébergement pour femmes

Femmes du monde à Côte-des-Neiges

Flemingdon Community Legal Services

Front commun des personnes assistées sociales du Québec

Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal

Hamilton Community Legal Clinic

Health For All

Health Providers Against Poverty

HIV & AIDS Legal Clinic Ontario (HALCO)

HOPE (Hamilton)

Immigrant and Refugee Support Centre

Income Security Advocacy Centre (ISAC)

Industrial Accident Victims Group of Ontario (IAVGO)

Injured Workers Action for Justice

Injured Workers' Consultants (IWC)

Inner City Health Associates

In-School & Library Settlement Services

Inter-Clinic Immigration Working Group

Interfaith Social Assistance Reform Coalition (ISARC)

Interim Place

Interprofessional Medical and Allied Groups for Improving Neighbourhood Environment (IMAGINE Clinic)

Jesuit Refugee and Migrant Service

Jewish - Refugee Action Network (JRAN)

John Howard Society of Toronto

KAIROS: Canadian Ecumenical Justice Initiatives  
Kensington Bellwoods Community Legal Services  
Kinbrace Community Society  
Kingston Community Legal Clinic  
Kinna-aweya Legal Clinic  
L'Ombre-Elle  
La Clé sur la Porte  
La Maison  
Latin American and Caribbean Solidarity Network  
Le Centre Afrika  
le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)  
Le Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata (Rasst)  
Legal Assistance of Windsor  
Ligue des droits et libertés  
L'R des centres de femmes du Québec, Carolle Mathieu, présidente  
Matthew House, Toronto  
Mennonite Central Committee Canada  
Mennonite Coalition for Refugee Support  
Metro Toronto Chinese and Southeast Asian Legal Clinic  
Metropolitan Community Church of Toronto  
Mississauga Community Legal Clinic  
Multicultural Women and Seniors Services Association (MWSSA)  
National Council of Women of Canada  
Neighbourhood Legal Services – London  
ODSP Action Coalition  
Ontario Coalition of Agencies Serving Immigrants (OCASI)  
Ontario English Catholic Teachers' Association (OECTA), James Ryan, President  
Ottawa Sanctuary City Network  
Parkdale Community Legal Services  
Pathway to Potential, Adam Vasey, Director  
Presbyterian Church in Canada, Life and Mission Agency, The Rev. Dr. Richard W. Fee,  
General Secretary

Project Genesis, Michael Chervin, Executive Director  
Provincial Council of Women of Ontario  
Public Health Students' Association, Dalla Lana School of Public Health  
Rainbow Refugee  
Refugee Lawyers Association of Ontario  
Refugee Support Group of Trinity-St. Paul's United Church  
Registered Nurses' Association of Ontario (RNAO)  
Regroupement des assistées sociales et assistés sociaux du Témiscouata  
Regroupement des comités logement et associations de locataires du Québec  
Regroupement des cuisines collectives du Québec (RCCQ)  
Réseau d'intervention auprès des personnes ayant subi la violence organisée (RIVO)  
Rexdale Community Legal Clinic  
Romero House, Joseph Schmidt, President of the Board of Directors  
Sanctuary Coalition  
Scarborough Community Legal Services (SCLS)  
Scarborough Community Volunteer Clinic  
SDG Legal Clinic  
Sisters of Providence of St. Vincent de Paul, Justice, Peace & Integrity of Creation Office,  
Kingston, Ontario  
Sisters of St. Joseph in Canada, Office for Systemic Justice, Sue Wilson, Director  
Social Assistance Reform Network of Niagara (SARNN)  
Social Planning Council of Kitchener-Waterloo  
Social Planning Council of Sudbury, Janet Gasparini  
Society of Saint Vincent de Paul, Edmonton Central Council  
Sojourn House  
South Asian Legal Clinic of Ontario  
South Ottawa Community Legal Services  
South Riverdale Community Health Centre  
St. Stephen's Community House  
Student Christian Movement  
Students Against Bill C-585  
Students for Medicare

Sudbury Community Legal Clinic

Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec, Lucie Martineau, présidente générale

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes (TCRI)

The Redwood

Toronto Christian Resource Centre

Toronto Public Health

United Church of Canada, Church in Mission Unit, Michael Blair, Executive Minister

United Church of Canada, Justice and Global Justice Team, Toronto Southeast Presbytery

University of Toronto Medical Society

University of Toronto Medical Students for Refugee Care

University of Toronto Students' Union

Voices from the Street

Welcome Home Refugee Housing Community, Sharon Schmidt, Director

Wellesley Institute

West End Legal Services of Ottawa

West Neighbourhood House

West Scarborough Community Legal Services

Woman Abuse Council of Toronto

Women Speak Out

Women's Health in Women's Hands Community Health Centre

Women's Legal Education and Action Fund (LEAF)

Working for Change

World Renew

### **Signatures supplémentaires en date du 24 novembre 2014**

Canadian Unitarian Council

Conseil central du Montréal métropolitain – Confédération des syndicats nationaux (CCMM-CSN)

Flemingdon Health Centre

West Coast LEAF

West Toronto Community Legal Services